



Institut  
EGA

## **Arctique éprouvé, multilatéralisme contesté : recompositions d'alliances et opportunistes stratégiques dans le Grand Nord**

*Quentin Cécillon*

Analyste en stratégie internationale, chercheur sur les conflictualités discursives au sein du programme Jeunes chercheurs de l'Institut d'études de géopolitique appliquée.

---

**21 avril 2026**



Programme bénéficiant d'une subvention de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère des Armées et des Anciens combattants.

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2026.

### **Comment citer cette publication :**

Quentin Cécillon, *Arctique éprouvé, multilatéralisme contesté : recompositions d'alliances et opportunistes stratégiques dans le Grand Nord*, Institut d'études de géopolitique appliquée, Paris, 21 avril 2026.



# AVERTISSEMENT

Arctique éprouvé, multilatéralisme contesté :  
recompositions d'alliances et opportunités stratégiques dans le Grand Nord

L'Institut d'études de géopolitique appliquée (Iega) est l'un des *think tanks* français de référence dans l'analyse des relations internationales. Depuis sa fondation, l'Iega est guidé par la volonté d'associer société civile, acteurs institutionnels et scientifiques dans le domaine de l'analyse géopolitique. Guidé par le souci d'indépendance et d'objectivité tout autant que par l'aspect humain, il œuvre en ce sens à travers la publication de travaux scientifiques en libre-accès, ainsi que par l'organisation d'événements et de formations accessibles au plus grand nombre.

Cette étude est publiée dans le cadre du programme Jeunes chercheurs (PJC) de l'Institut d'études de géopolitique appliquée, bénéficiant d'une subvention de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (Dgris) du ministère français des Armées. Cette subvention permet de financer en partie le PJC, à hauteur d'environ 30 % du budget total.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Institut d'études de géopolitique appliquée, 21 avril 2026.



# SOMMAIRE

Résumé/Abstract .....	2
Introduction .....	3
La fin de l'exception arctique, l'effondrement de la coopération .....	3
Du multilatéralisme à l'opportunisme .....	4
La nouvelle exception : le flanc nord comme test pour l'autonomie stratégique européenne ...	6
Conclusion et recommandations .....	8
Bibliographie .....	9

## Résumé

Cette note analyse la transformation de l'Arctique, longtemps considéré comme un espace de coopération multilatérale, en une zone de rivalités géopolitiques accrues. Depuis la création du Conseil de l'Arctique en 1996, la région constituait une « exception » caractérisée par le dialogue entre États riverains autour d'enjeux environnementaux et scientifiques. Cette dynamique a été profondément remise en cause par l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, entraînant la suspension de la coopération avec Moscou et une militarisation croissante du Grand Nord. L'Arctique est désormais marqué par une fragmentation du multilatéralisme et une montée des logiques opportunistes, notamment autour de l'exploitation des ressources naturelles et des nouvelles routes maritimes rendues accessibles par le réchauffement climatique. Les grandes puissances (Russie, États-Unis, Chine, Japon) développent des stratégies concurrentes, tandis que les alliés occidentaux eux-mêmes affichent des divergences, notamment sur les questions énergétiques et environnementales. Dans ce contexte, l'intégration de la Finlande et de la Suède à l'OTAN renforce le rôle stratégique du flanc nord européen, créant un continuum sécuritaire entre la Baltique et l'Arctique. Cette recomposition pose la question de l'autonomie stratégique européenne face à la centralité persistante des États-Unis. Pour la France et l'Union européenne, l'Arctique devient ainsi un espace clé où se jouent à la fois des enjeux énergétiques, sécuritaires et environnementaux.

## Abstract

This research note examines the transformation of the Arctic from a space of multilateral cooperation into an area of increasing geopolitical competition. Since the establishment of the Arctic Council in 1996, the region had been considered an “exception,” characterized by dialogue among Arctic states on environmental and scientific issues. This dynamic was fundamentally disrupted by Russia’s invasion of Ukraine in 2022, leading to the suspension of cooperation with Moscow and a growing militarization of the region. The Arctic is now marked by the fragmentation of multilateral governance and the rise of opportunistic strategies, particularly regarding the exploitation of natural resources and newly accessible maritime routes due to climate change. Major powers such as Russia, the United States, China, and Japan are pursuing competing agendas, while even Western allies show divisions, especially on energy and environmental policies. In this evolving context, NATO enlargement to Finland and Sweden has strengthened the strategic importance of Europe’s northern flank, creating a security continuum from the Baltic to the Arctic. This shift raises questions about European strategic autonomy versus the enduring centrality of the United States. For France and the European Union, the Arctic has thus become a key region where energy, security, and environmental challenges intersect.

Longtemps présenté comme « the leading intergovernmental forum promoting cooperation in the Arctic »<sup>1</sup>, le Conseil de l'Arctique incarnait, depuis 1996, une exception préservée des rivalités stratégiques, le lieu privilégié du multilatéralisme et des échanges diplomatiques dans le Grand Nord. La nécessité pragmatique de ce dialogue entre les huit États riverains (Canada, Danemark, États-Unis, Finlande, Islande, Norvège, Russie et Suède) s'explique par les enjeux environnementaux, scientifiques et économiques de la région.

Cette « exception arctique » a pris fin le 3 mars 2022, suite à l'invasion à grande échelle du 24 février 2022 de l'Ukraine par la Russie. La suspension de la coopération avec Moscou, la militarisation accrue du Grand Nord et l'élargissement de l'OTAN à la Suède et à la Finlande ont fait de cette région un prolongement du théâtre euro-atlantique du conflit.

De réservoir de ressources stratégiques relativement préservé des perturbations extérieures, l'Arctique est devenu l'illustration des recompositions d'alliances et des opportunités géopolitiques. Dans ce contexte, l'enjeu pour la France est celui de son positionnement dans une architecture de sécurité nord-européenne en recomposition, au moment où le multilatéralisme arctique se fragmente.

## La fin de l'exception arctique, l'effondrement de la coopération

L'Arctique est une région singulière, un royaume jusqu'à alors immuable qui est devenu, du fait du réchauffement climatique, un réservoir de ressources et un emplacement géostratégique qui pourrait le placer au cœur des convoitises. Là où le réchauffement climatique est deux à trois fois plus rapide que dans le reste du monde (GIEC 2022), la fonte de la banquise, du pergélisol ou des calottes glaciaires laissent entrevoir des opportunités stratégiques grandissantes : pêche, gisements d'hydrocarbures et de minerais stratégiques et critiques, nouvelles routes maritimes, etc. Malgré tout, l'Arctique a longtemps fait figure d'exception en raison de la grande coopération qui y a régné. En 1911 déjà, le *North Pacific Fur Seal Convention* vise à réguler la traite des fourrures de mammifères marins. Les initiatives se multiplient comme le traité du Spitzberg en 1920 pour la création d'un régime international de conservation environnementale ou l'accord sur la protection des ours polaires en 1973. Après un important processus de militarisation lors de la guerre froide, les années 1990 ont vu la naissance d'organisations de coopération autour d'enjeux de protection de l'environnement ou de promotion du développement durable : le Forum nordique en 1991, le Conseil des États de la mer Baltique en 1992, le Conseil euro-arctique de la mer de Barents en 1993 ou le Conseil

---

<sup>1</sup> Conseil de l'Arctique, *About the Arctic Council*, consulté le 16 mars 2026. Disponible à : <https://arctic-council.org/about/>

de l'Arctique en 1993. Ce dernier est la version la plus aboutie et la plus visible du multilatéralisme arctique et a donné lieu à la signature de trois accords : l'accord de coopération en matière de recherche et de sauvetage aéronautiques et maritimes dans l'Arctique (2011), l'Accord de coopération sur la préparation et la lutte en matière de pollution marine par les hydrocarbures dans l'Arctique (2013) et l'Accord sur le renforcement de la coopération scientifique internationale dans l'Arctique (2017).

Depuis le milieu des années 2010, un durcissement de l'admission de membres a été opéré par les membres du Conseil qui craignaient une dilution du pouvoir de décision des participants permanents et qui souhaitaient réaffirmer leur prééminence dans les décisions d'une région du monde où ils exercent leur souveraineté (ESCUDE-JOFFRES 2022). Les acteurs publics comme privés tentent de peser dans les décisions de l'Arctique en contournant les instances institutionnelles traditionnelles par de nouveaux forums comme *Arctic Frontiers* en Norvège ou *Arctic Circle* en Islande. L'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 a définitivement mis à mal le multilatéralisme dans le Grand Nord : le Conseil de l'Arctique est en pause depuis lors et malgré une reprise partielle de ses activités en 2025, il n'est plus aussi efficace qu'avant-guerre. Les États-Unis se sont systématiquement opposés à octroyer au Conseil un mandat pour traiter des questions de sécurité militaire, préférant considérer l'institution comme un canal de communication privilégié avec la Russie. Paradoxalement, le choix russe d'entrer en guerre a provoqué l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN, faisant passer à sept le nombre d'États membres du conseil appartenant à l'OTAN. Le dernier État du Conseil non-membre de l'OTAN, la Russie, ne cesse depuis 2005 de renforcer ses capacités dans la région entre modernisation de la flotte du Nord et augmentation d'équipements militaires de pointe (VIDAL 2025).

Depuis quatre ans, l'Arctique n'est plus un laboratoire de gouvernance mais un prolongement du conflit. La prédation actuellement à l'œuvre dans la région interroge la diplomatie de défense française dans un espace où le multilatéralisme est paralysé.

## Du multilatéralisme à l'opportunisme

Bien que des instances internationales se renforcent dans le Grand Nord, le dialogue tend à se limiter au strict minimum. L'OTAN, notamment, est une alliance militaire et non un forum de gouvernance. Le contournement des institutions existantes, depuis plusieurs années déjà, témoigne d'une fragmentation du multilatéralisme dans la zone. Les grandes alliances comme le G7 ou les BRICS+, chacun présent dans la zone, s'en trouvent également diminuées. L'Arctique est au cœur d'enjeux qui divisent les acteurs de la région et qui ébranlent les alliances traditionnelles.

La Russie a lancé une « reconquête » du front pionnier arctique (HOHMANN 2017), notamment par une accélération de l'exploitation des ressources arctiques, soit 10% du pétrole

et plus du quart du gaz mondial. Plusieurs pays cherchent également à sécuriser leurs approvisionnements énergétiques stratégiques. La Chine souhaite accéder aux bassins additionnels de ressources naturelles, comme en témoignent les investissements chinois dans des projets miniers au Groenland ou au Canada et des projets d'hydrocarbures en Islande ou en Russie (LASSERRE 2019). Le Japon, traditionnellement allié américain, poursuit *a minima* ses investissements dans le projet Yamal-LNG2, une usine de liquéfaction (JONCKHEERE 2023). Washington met en œuvre de son côté une politique visant à sécuriser ses stocks d'hydrocarbures. En 2020, lors de son premier mandat, Donald Trump autorise les forages en Alaska au sein de l'*Arctic National Wildlife Refuge* (ANWR). En 2025 et 2026, sa politique agressive d'annexion du Groenland face à ses alliés danois et européen vise également à exploiter les ressources de l'Arctique. Ces quatre États partagent en commun, avec la Norvège, une volonté d'accélérer l'exploitation minière dans les fonds marins, notamment arctiques, en cherchant à s'affranchir des règles de l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM).

Face à ces politiques extractives, le Canada et l'Union européenne, bien que possédant d'importantes ressources d'hydrocarbures et minières pour le premier et sujette à une dépendance énergétique croissante pour la deuxième, prennent position en faveur du développement durable, de la préservation de l'environnement et contre le *deep sea mining*. L'adoption du Green Deal européen en 2019 permet, par les trois États membres de l'UE et les deux États associés, de mettre en œuvre la politique environnementale afin de rendre l'Arctique plus résistant au changement climatique et à la dégradation de l'environnement. Parmi les pays de l'UE, les trois pays nordiques cherchent à resserrer leurs liens en favorisant le Conseil nordique des ministres au détriment d'autres instances internationales à l'instar du *Barents Euro-Arctic Council* que la Finlande a quitté en 2025<sup>2</sup>. D'autres États de l'Union, Pologne et Hongrie en tête, privilégient l'extraction des ressources énergétiques et minières pour préserver leur souveraineté économique et leur compétitivité industrielle face aux ambitions climatiques européennes.

Les dissensions apparaissent également au sein de la doctrine sécuritaire de l'Arctique. En raison de l'émergence de ces nouvelles ressources et routes maritimes, l'Arctique se remilitarise. La Russie a réactivé depuis 2010 de nombreuses bases héritées de la guerre froide et a modernisé sa flotte du Nord (BAEV 2012). Face à cette montée en puissance, l'OTAN a renforcé ses exercices dans la région (*Arctic Edge* ou *Cold Response*). L'adhésion de la Finlande en 2023 et de la Suède en 2024 à l'Organisation a fait de l'Arctique un espace presque entièrement intégré à l'alliance. Cette consolidation apparente masque toutefois des divergences importantes entre alliés. Les États-Unis, adoptant une posture de plus en plus unilatérale dans la région, visent à contenir la Russie et à limiter l'influence de la Chine tout en exerçant de fortes pressions sur ses alliés comme l'illustrent les tensions autour du Groenland, exacerbées depuis 2026. Quant au Canada, sous le feu des critiques américaines, il insiste sur la protection de sa souveraineté dans l'archipel arctique et sur la surveillance de ses eaux

---

<sup>2</sup> Gouvernement de la Finlande, *Finland withdraws from the Barents Euro-Arctic Council*, publié le 2023. Disponible à : <https://valtioneuvosto.fi/en/-/finland-withdraws-from-the-barents-euro-arctic-council>

territoriales, notamment dans le passage du Nord-Ouest revendiqué comme relevant du droit international par Washington (MARCHAL 2021).

Ces approches révèlent les limites de la solidarité transatlantique dans l'Arctique, où les intérêts nationaux peuvent primer sur les logiques d'alliance.

## La nouvelle exception : le flanc nord comme test pour l'autonomie stratégique européenne

La recomposition stratégique du Grand Nord ne concerne pas uniquement les puissances riveraines. Elle redéfinit également la place de l'Europe dans la sécurité euro-atlantique. La disparition de l'exception arctique et l'affaiblissement du multilatéralisme traditionnel font du flanc nord un espace où se redessinent les équilibres entre alliés occidentaux. L'un des éléments structurants de cette évolution est l'émergence d'une continuité stratégique entre la mer Baltique et l'Arctique. L'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN a transformé la géographie de sécurité du nord de l'Europe. Les espaces baltique, nordique et arctique forment désormais un *continuum* stratégique où circulent et cohabitent forces militaires, infrastructures logistiques et flux énergétiques (ALBERQUE 2023). Cette intégration renforce la cohérence du flanc nord de l'Alliance atlantique, mais elle accentue également l'importance des États nordiques dans l'équilibre sécuritaire européen.

Dans ce dispositif, la Norvège occupe une position pivot. État riverain de l'Arctique, membre fondateur de l'OTAN et partenaire énergétique majeur de l'Union européenne avec 30 à 40 % du gaz importé en 2025, Oslo se trouve à l'intersection des dynamiques militaires, économiques et diplomatiques du Grand Nord. La Norvège constitue aujourd'hui l'un des principaux points d'appui de l'Alliance pour la surveillance de l'Arctique et du passage vers l'Atlantique Nord, notamment face aux capacités de la flotte russe du Nord stationnée dans la péninsule de Kola<sup>3</sup>. Parallèlement, elle est devenue, depuis la réduction drastique des importations d'hydrocarbures russes, l'un des fournisseurs énergétiques essentiels du continent européen, renforçant ainsi l'importance stratégique du Nord dans la sécurité économique de l'Union.

Cette évolution contribue à déplacer vers les hautes latitudes une partie des équilibres énergétiques et militaires européens. L'Arctique et les espaces nordiques apparaissent désormais comme une zone clé de la résilience énergétique européenne, qu'il s'agisse de

---

<sup>3</sup> CNES, *Russie : Mourmansk, capitale arctique et port militaire stratégique*, Geoimage, consulté le 16 mars 2026. Disponible à : <https://cnes.fr/geoimage/russie-mourmansk-capitale-arctique-port-militaire-strategique>

l'exploitation des ressources norvégiennes, du développement des infrastructures gazières ou de l'accès à des minerais critiques nécessaires à la transition énergétique. Cette dépendance croissante confère au Grand Nord une importance stratégique nouvelle pour l'Union européenne, qui ne peut plus considérer la région comme un espace périphérique<sup>4</sup>.

Dans ce contexte, une question centrale se pose pour les Européens : l'Arctique constitue-t-il un facteur d'europanisation de la défense ou renforce-t-il au contraire la centralité américaine dans la sécurité du continent ? D'un côté, l'intégration croissante des États nordiques au sein de l'OTAN et le rôle déterminant des capacités militaires américaines dans la surveillance du Grand Nord semblent consolider la prééminence stratégique de Washington. De l'autre, la concentration d'intérêts énergétiques, industriels et environnementaux européens dans la région incite plusieurs États membres à renforcer leur coordination et à développer des initiatives propres en matière de sécurité et de résilience (VIDAL 2026). Pour la France, cette recomposition représente à la fois un défi et une opportunité. Puissance européenne dotée d'une ambition stratégique globale, elle peut contribuer à structurer une approche européenne du Grand Nord, en articulant coopération militaire avec les partenaires nordiques, présence scientifique et diplomatie environnementale. Dans un contexte de fragmentation des cadres multilatéraux traditionnels, la capacité des Européens à définir une vision commune pour l'Arctique pourrait ainsi devenir l'un des indicateurs les plus révélateurs de leur autonomie stratégique (IHEDN 2026).

---

<sup>4</sup> Parlement européen, *Arctique : la mise en garde des députés*, communiqué de presse, publié le 20 novembre 2025. Disponible à : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20251120IPR31495/arctique-la-mise-en-garde-des-deputes>

## Conclusion et recommandations

La disparition de l'exception arctique marque l'entrée du Grand Nord dans une phase de compétition stratégique comparable à celle observée dans d'autres espaces maritimes. La paralysie du multilatéralisme arctique et la militarisation croissante de la région transforment l'Arctique en prolongement du théâtre euro-atlantique. Pour les Européens, l'enjeu dépasse désormais la seule gouvernance environnementale : il s'agit de déterminer si l'Arctique deviendra ou non un vecteur d'autonomie stratégique. Dans un environnement marqué par la fragmentation du multilatéralisme, la capacité des Européens à coordonner leurs intérêts dans le Grand Nord pourrait constituer l'un des premiers tests concrets de leur ambition stratégique commune.

La France bénéficie de plusieurs moyens d'action à mobiliser pour transformer sa présence scientifique et politique en levier stratégique au sein du flanc nord européen :

**Renforcer la présence française dans les exercices OTAN dans les espaces nordiques** afin de renforcer son interopérabilité avec les forces de ses partenaires et de consolider sa crédibilité stratégique dans la sécurité du flanc nord de l'Alliance.

**Structurer un partenariat stratégique franco-norvégien**, notamment dans les domaines de la protection des infrastructures énergétiques offshore, de la surveillance maritime et de la sécurité des câbles et pipelines.

**Développer une capacité européenne de surveillance maritime du Grand Nord.**

**Faire de l'Arctique un pilier de la diplomatie scientifique française** autour de l'observation climatique, des technologies polaires et de la résilience des infrastructures dans les environnements extrêmes.

## Bibliographie

Alberque, William, et Minna Ålander. « L'élargissement nordique de l'OTAN : sur quelques promesses et défis ». *Le Rubicon*, 3 juillet 2023. Disponible à : <https://lerubicon.org/lelargissement-nordique-de-lotan-sur-quelques-promesses-et-defis/>

Baev, Pavel. « La politique russe dans l'Arctique et la modernisation de la flotte du Nord ». *Russie.Nei.Visions*, no 65, IFRI, 21 août 2012. Disponible à : <https://www.ifri.org/fr/notes/la-politique-russe-dans-larctique-et-la-modernisation-de-la-flotte-du-nord>

Escudé-Joffres, Clémentine. *Quel multilatéralisme pour les pôles ?* 2022. HAL, hal-04311858.

GIEC. *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation, and Vulnerability*. Cambridge : Cambridge University Press, 2022.

Hohmann, Sophie. « L'Arctique russe, reconquête d'un front pionnier ? ». *Hérodote*, 2017/3-4 (no 166–167), p. 261–276.

IHEDN. « Groenland : L'Arctique semble désormais divisé en trois blocs ». 23 janvier 2026. Disponible à : <https://ihedn.fr/lundis-de-lihedn/groenland-l-arctique-semble-desormais-divise-en-trois-blocs/>

Jonckheere, François (entretien avec Martin Domont). « La politique arctique du Japon : une ambition stratégique ? ». Institut d'études de géopolitique appliquée, Paris, 15 mai 2023. Disponible à : <https://www.institut-ega.org/l/la-politique-arctique-du-japon-une-ambition-strategique/>

Lasserre, Frédéric, Olga V. Alexeeva et Linyan Huang. « La stratégie de la Chine à l'égard de l'Arctique : menaçante ou opportuniste ? ». Dans *Défendre la souveraineté du Canada : nouvelles menaces, nouveaux défis*, Ottawa : Défense nationale, 2019, p. 83-101.

Marchal, Antoine. « Le passage du Nord-Ouest : enjeux de la revendication canadienne ». 22 juillet 2021. Disponible à : <https://cqegehiulaval.com/2021/07/22/le-passage-du-nord-ouest-enjeux-de-la-revendication-canadienne/>

Vidal, Florian. « Plan Grand Nord : la stratégie russe pour contrôler les ressources en Arctique ». *Polytechnique Insights*, 1er octobre 2025. Disponible à : <https://www.polytechnique-insights.com/tribunes/geopolitique/plan-grand-nord-la-strategie-russe-pour-controler-les-ressources-en-arctique/>

Vidal, Florian. « Avis de tempête en Arctique ». *Études*, no 4335(3), 2026, p. 7-16. Disponible à : <https://doi-org.inshs.bib.cnrs.fr/10.3917/etu.4335.0008>





# Institut EGA

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2026.

Institut d'études de géopolitique appliquée  
66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Courriel : [secretariat@institut-ega.org](mailto:secretariat@institut-ega.org)

Site internet : [www.institut-ega.org](http://www.institut-ega.org)